

le libertaire

Rédaction :
Administration : N. FAUCIER
72, rue des Prairies, Paris (20^e)
(Chèque postal : N. Faucier 1465-55)

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE-COMMUNISTE

ABONNEMENTS AU "LIBERTAIRE"

FRANCE	ÉTRANGER
Un an... 22 fr.	Un an... 30 fr.
Six mois... 11 fr.	Six mois... 15 fr.
Trois mois... 5,50	Trois mois... 7,50

Chèque postal : N. Faucier 1465-55

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

Téléph. : Roquette 57-73

ASSASSINS ! TARTUFES !

Donc, il paraît que le lundi 27 août sera un grand jour, un jour mémorable, un jour faisant époque dans la vie de l'humanité.

Du moins, c'est comme on a l'honneur de nous le dire.

Ce jour-là, des représentants des gouvernements des principaux pays du monde viendront à Paris et signeront solennellement le pacte Kellogg, le pacte qui met — dit-on — la guerre hors la loi.

Les dits gouvernements s'engageront solennellement, avec accompagnement de publicité intensive, à ne plus faire la guerre, à avoir recours, pour leurs disputes, à des procédés non violents, et à considérer le pays qui voudrait faire la guerre comme étant au banc de l'humanité, hors la loi humaine.

C'est beau, superbe, splendide, magnifique, merveilleux, et coetera, et coetera.

L'ère de la fraternité universelle est enfin venue, ou presque. Encore trois semaines et l'humanité, et l'horrible cauchemar de la guerre ira se loger parmi les vieilles choses figurant aux musées d'antiquités.

Non mais... des fois... est-ce que ces messieurs les gouvernements ont bientôt fini de se payer notre tête ?

Je sais que les dirigeants des nations ont la séculaire habitude de prendre leurs peuples, leurs dirigés, pour un ramassis de ballots. Mais, tout de même, cette fois, ils y vont un peu fort. Ils ne prennent pas le dos de la cuiller, comme on dit en termes non académiques.

Voyons, si je ne me trompe pas, si ma mémoire est encore fidèle, il doit exister, dans une ville qu'on appelle Genève, et qui est située en Suisse, quelque chose, d'assez vague, d'ailleurs, dénommé la Société des Nations.

La dite Société des Nations, qui existe depuis une dizaine d'années, a pour but, si je ne m'abuse, de supprimer la guerre ou tout au moins ses causes, d'arbitrer les conflits entre gouvernements, bref, d'assurer la paix.

On a fait assez de tapage autour de cette S. D. N., pour que tous et chacun connaissent son existence et son but.

La S. D. N., c'était la paix assurée. Et tout d'un coup, sans qu'on sache ni pourquoi ni comment, la S. D. N. est mise au rancart, déposée au bureau des objets perdus, charriée au tas de décombres, et remplacée par le pacte Kellogg.

Où bien on s'est foutu de nous lorsqu'on nous vantait l'action bienfaisante, efficace et pacifique de la S. D. N., ou bien c'est maintenant qu'on s'en moque, avec le pacte mettant la guerre hors la loi.

Choisissez. C'est un dilemme. Pas moyen d'en sortir.

A moins toutefois, ce qui me paraît plus vraisemblable, qu'on se soit fichu de nous avec la S. D. N., et que l'on continue à s'en ficher par le pacte Kellogg.

Si l'on mettait « hors la loi » tous les pays qui font la guerre, il faudrait, tout de suite, le jour même de la signature solennelle du pacte, mettre hors la loi presque tous les gouvernements qui vont le signer.

Le gouvernement des États-Unis d'Amérique fait la guerre, depuis plus d'un an, au Nicaragua. Il augmente tous les jours ses moyens de faire la guerre, réalise un programme formidable de marine de guerre.

Le gouvernement du Japon a envoyé des troupes en Chine, et ses soldats s'y battent avec les troupes nationalistes chinoises.

Le gouvernement britannique pratique partout, en Égypte principalement, une politique d'oppression. Il ne veut discuter, par exemple, avec les nationalistes égyptiens, que les armes à la main.

Le gouvernement français, lui, fait la conquête du Maroc. Il est vrai que, la langue française étant riche, on appelle les opérations guerrières « la pacification » ou bien opérations de police.

Le gouvernement de Mussolini, de l'aveu de tous, est prêt à mettre l'Europe et le monde à feu et à sang.

Les gouvernements de Pologne, de Roumanie, de Grèce, de Lithuanie, de Lettonie, de Tchéco-Slovaquie, de Yougo-Slavie sont toujours en disputes les uns avec les autres, et l'on craint toujours, un de ces beaux matins, de voir la guerre s'allumer en Europe centrale et dans les Balkans.

Le gouvernement allemand ne paraît pas, pour le moment, avoir de visées impérialistes, mais c'est parce que l'Allemagne, vaincue, dépourvue, désarmée, n'est pas en état de remettre ça. Le jour où elle le sera à nouveau, les gouvernements de Berlin feront, comme les autres, cliqueter leur ferraille guerrière.

Partout, dans tous les pays, on fabrique des avions par centaines, on produit des gaz asphyxiants de plus en plus perfectionnés — triste perfection — on accumule canons et munitions, on lance des navires de guerre, on met au point des projets plus rapides de mobilisation ; on entraîne la jeunesse, sous

un déguisement sportif, à la préparation militaire.

Tous les gouvernements préparent la guerre, avec acharnement et intensité. Tous les gouvernements sont prêts à utiliser la force des armes.

La folie militariste, patriotarde et guerrière, est bien plus grave en 1928 qu'elle l'était les premiers mois de 1914.

Deux exemples le prouvent.

D'abord, dans toutes les nations, la moindre critique contre l'idée militariste, ou les excès des militaires, est sévèrement, féroce-ment réprimée.

Les discours officiels ou officieux n'ont que du patriotisme plein la bouche, et des louanges pour l'armée. L'arrogance, des chefs militaires n'a point de bornes.

D'autre part, le régime des passeports. La libre circulation des personnes, d'une nation à l'autre, suspendue pendant la guerre, n'est pas rétablie, et ne paraît point l'être de sitôt.

Les peuples sont davantage séparés, cloisonnés qu'avant 1914. Le militarisme règne. Le patriotisme exulte. La préparation à la guerre est partout à l'ordre du jour.

Le spectre de la guerre est bien plus menaçant aujourd'hui qu'il l'était il y a quinze ans.

Si nous n'avons pas eu de grands conflits depuis 1918, c'est parce que les États sont ruinés, parce qu'ils ont des dettes au lieu d'argent.

C'est grâce à cela que la guerre n'a point éclaté. Mais que demain, après avoir bien épuisé les contribuables, les États se retrouvent sur une base financière plus solide, c'est la guerre fatale, inévitable, implacable.

A quoi riment alors les comédies de Genève et le vaudeville Kellogg ?

A ceci : on veut duper les peuples. On prépare la guerre, mais on ne veut pas que les peuples s'en aperçoivent. Mal guéris de leurs blessures, ils nourriront crânement l'illusion que les initiatives qui précéderont la guerre. Les peuples ignorent tout.

De même aujourd'hui. On les amuse pour qu'ils pensent à autre chose. On parle de paix pour qu'ils ne songent pas que ceux qui préparent tant la paix préparent la guerre en dessous.

Plus les gouvernements parlent de paix, et plus la guerre est à craindre. Tant que je ne verrai pas les gouvernements renvoyer les soldats chez eux, licencier leurs officiers, faire démolir leurs canons, leurs navires, leurs avions de guerre ; ils auront beau faire les plus éloquentes discours pacifistes, je les considérerai comme des menteurs, des hypocrites, des tartufes, comme des bandits qui attirent leurs victimes dans un guet-apens par de bonnes paroles, comme des sadiques offrant des bonbons aux enfants pour les entraîner et pouvoir consommer leurs passions.

La paix n'existera jamais parmi les hommes tant qu'il y aura des États et des gouvernements.

G. BASTIEN.

POUR L'ANNIVERSAIRE DE L'ASSASSINAT DE SACCO ET VANZETTI

Il y aura un an le mercredi 22 août la ploutocratie américaine assassinait nos deux compagnons Sacco et Vanzetti.

Le temps passe vite, bien plus vite que le souvenir ardent vivace en nos cœurs. L'ignoble tragédie toujours présente en nos mémoires, restera pour longtemps l'exemple sans précédent de la forfaiture et de la tyrannie.

Nous n'oublions pas, nous n'oublierons jamais !

Et au Libertaire, à l'Union anarchiste communiste, nous rappelant, les heures tragiques d'agitation intense, nous avons pensé qu'il serait inadmissible de ne rien faire pour perpétuer le souvenir de Sacco et Vanzetti et la haine des Tayer, des Fuller, des assassins.

Il faut que nous fassions quelque chose. Nous ne laisserons pas ce soin aux seuls partis politiques.

Amis ! Compagnons ! A l'effet d'envisager ensemble nos possibilités vous êtes convoqués

A LA REUNION QUI AURA LIEU CE VENDREDI 10 AOUT, A 20 H. 30, N° 6, RUE LANNEAU, PARIS V^e ARRONDISSEMENT, METRO SAINT-MICHEL.

Ordre du jour : un numéro spécial du Libertaire ; organisation d'un meeting.

Tous à cette réunion.

POUR LE NUMERO SPECIAL qui paraîtra le samedi 18 courant.

Une souscription est ouverte dès ce jour pour l'édition de ce numéro.

Faire parvenir les fonds rapidement à N. Faucier.

PREMIERE LISTE

Groupe des 5^e, 6^e, 13^e, 14^e, 100 fr. Pierre Odéon, 100 fr. Lucie Pelletier, 50 fr. Lucie Huberty, 50 fr. Chauvin, 50 fr. Eychemme, 50 fr. Michel, 50 fr. Faucier A., 100 francs.

A PROPOS DE SPORTS

Les jeux olympiques qui viennent de se tenir à Amsterdam ont tenu en haleine les lecteurs des feuilles jaunes, roses et vertes, ainsi d'ailleurs que ceux qui cherchent dans la rubrique sportive des grands quotidiens leur pâture intellectuelle.

Toutes les nations y étaient représentées par des athlètes de choix et d'élite sélectionnés. C'était à qui emporterait la palme, décrocherait le championnat, qui couvrirait de gloire la nation qu'il représente. Américains, Canadiens, Finlandais, tirent florès. La France, assez mal partagée, a dû se contenter de quelques succès de second ordre si toutefois l'on peut tenir comme Français l'arabe El Aoufi, vainqueur du Marathon, parisien de Biskra, pour lequel pavillon fut hissé et « Marseillaise » jouée.

Nous ne sommes pas, il s'en faut, des ennemis de l'éducation physique ; les jeux de plein air, les exercices appropriés au développement des muscles ne peuvent que favoriser le développement de l'esprit. « Un esprit sain dans un corps sain » est une formule à laquelle nous nous rallions volontiers. Mais cela n'a rien à voir avec l'esprit de compétition, avec la spécialisation sportive qui tend à créer des champions de telle ou telle branche, développant d'une manière excessive une partie du corps au détriment des autres et créant de ce fait un déséquilibre qui va à l'encontre du seul but intéressant : le développement harmonieux de toute la machine humaine.

Et puis, quel est-ce que ces jeux de brute : la boxe, la lutte libre ont à faire avec l'éducation physique ? Ce sont tout au plus prétextes à spectacles écarant et propres seulement à satisfaire les goûts sadiques d'une catégorie spéciale de dégénérés : hystériques mâles ou femelles, sinon, insectes, tristes produits d'un régime de déchéance.

Il y en a qui prétendent que les rencontres entre athlètes de diverses nations, sont la meilleure propagande en faveur de la fraternisation humaine. Cette assertion est complètement fautive. Il faut avoir assisté ou avoir lu les comptes rendus de matches de foot ball, par exemple, qui se sont tenus en France, pour constater qu'ils ont provoqué l'explosion de crises hystériques de spectateurs inconscients, prêts à en venir aux mains en faveur de l'équipe qui représentait le pays auquel ils se font gloire d'appartenir. L'esprit sportif est un corollaire de l'esprit patriotique. Il doit être combattu comme tel par tous les hommes libres, par tous les pacifistes.

Clément Vautel, avec lequel nous avons assez peu souvent de raisons d'être d'accord, constatait lui-même, à ce sujet dans Le Journal : « Le plus ridicule, c'est l'importance qu'on leur donne (aux jeux olympiques) au point de vue patriotique. » Et encore : « Loin de favoriser la réconciliation des peuples, le sport international développe le plus agaçant chauvinisme. »

C'est tout à fait notre avis, et nous applaudissons de grand cœur à ces sages paroles, nous craignons néanmoins qu'elles ne soient que la conséquence d'une déception et qu'elles n'équivalent qu'à : « ils sont trop verts » du regard de la fable.

Le Journal, comme tous les autres journaux, du reste, y compris celui des masses, donne une place très importante au sport de compétition. Nous ne saurions trop mettre en garde nos jeunes camarades contre l'emprise du sport commercialisé et chauvin qui n'est qu'un outil de domination entre les mains de la bourgeoisie.

Rien pour le sport. Tout pour l'éducation physique rationnelle.

P. M.

POUR PRENDRE NOTE

La « LIBRAIRIE INTERNATIONALE » et les bureaux du « LIBERTAIRE » seront fermés les lundi 13, mardi 14 et mercredi 15 août pour permettre à nos militants de se présenter au Congrès.

UNION ANARCHISTE — FEDERATION PARISIENNE

DIMANCHE 19 AOUT

Une Grande Fête Champêtre

Aura lieu à « l'Île Fleurie » à Bezons
Au bénéfice de l'« Entraide » et du « Libertaire »

Jeux divers et attractions de toutes sortes pour les grands et les petits. Courses à pied et en sac, concours de boules, tombola, jouets à la lance, nombreux prix à gagner.

L'après-midi de 3 heures à 5 heures

GRAND CONCERT

Avec le concours du camarade Etienne Decroux du THEATRE DE L'ATELIER, du GROUPE THEATRAL ESPAGNOL, ainsi que de plusieurs chansonniers et artistes des concerts parisiens et Godaland de la Muse-Rouge.

Anarchistes et syndicalistes nous comptons sur vous.

On est prié d'apporter ses provisions, on trouvera la boisson sur place.

Moyen de communication : prendre le tramway 63 à la porte Champerret, descendre au pont de Bezons, tourner à gauche et suivre la Seine jusqu'au passage pour l'« Île Fleurie ».

Prix du voyage : 1 fr. 25. Les camarades qui peuvent partir le matin sont priés de se trouver à 8 h. à la porte Champerret.

Si le « Libertaire » ne paraît pas la semaine prochaine, tenez compte de ce communiqué et soyez tous à l'« Île Fleurie » le dimanche 19 août.

CÉSAR ? NON, MOUCHARD !

Au point de vue historique, les causes d'un événement quelconque, ou les motifs qui ont fait agir dans tel sens un homme célèbre ont bien peu de chance d'être connus de son vivant ; ce n'est qu'au fur et à mesure des découvertes des historiens, de la publication de mémoires et de correspondances, que l'on peut savoir alors la vérité. Or, le revirement de Mussolini constituera pour les peuples à venir et pour les chercheurs quelque chose dans le genre du « Paris vaut bien une messe » de Henri IV ou du mystère du masque de fer, revirement dont un futur Cabanès nous donnera peut-être le secret.

En attendant d'autres documents, il vient de paraître à Bruxelles, une brochure de Maria Rygier qui jette un nouveau jour sur le changement de Mussolini en 1914, changement qu'il a expliqué d'une autre manière dans ses « candides » mémoires, et dans lesquels, il a omis de parler de la période de sa vie en Haute-Savoie, dont nous entretenons l'auteur de la brochure en question.

Il est en effet un peu bizarre pour celui qui suit l'évolution de Mussolini, de s'expliquer le brusque changement qui se produisit dans ses idées en 1914 ; au début de la guerre. Mussolini comme directeur de l'Avanti, organe officiel du parti socialiste, fit une violente campagne en faveur de la neutralité, ainsi que l'exigeait d'ailleurs la doctrine théorique antimilitariste du socialisme ; puis en octobre 1914, changeant brusquement d'attitude, il devint subitement aussi ardent interventionniste qu'il avait été jusque-là neutraliste.

Mme Maria Rygier nous donne au sujet de ce changement un tableau pittoresque des tractations qui deshonoraient les partis révolutionnaires en 1914 et qui firent travailler dans une union sacrée et criminelle tous les partis, à la tuerie mondiale. Mussolini fut donc embauché (il n'y a pas d'autre mot) par la France pour faire pencher l'Italie en faveur de l'Entente et non de l'Empire allemand. C'est ainsi qu'un jour même que celui qui lui porta l'argent se trouvait à la tête du parti communiste. L'auteur avoue ingénument que ce changement coûta une grosse liasse de billets de banque à Jules Guesde. Ce que c'est tout de même que d'être anti-militariste !...

Mais l'argent ne fut pas le seul mobile qui fit agir Mussolini, ce fut surtout la peur de voir publier sa fiche d'indicateur de police qui le détermina et l'auteur de la brochure a l'air d'insinuer que cette peur agit encore quand

un conflit commence à naître entre la France et l'Italie.

C'est en 1904 que Benito Mussolini fugitif de l'Italie pour cause d'insoumission et expulsé de Suisse, avait cherché asile dans la Haute-Savoie, c'est dans cette région, ancienne province italienne que le dictateur actuel, quoique italien et socialiste, se fit indicateur de la police française, trahissant et ses camarades pour la somme de deux cents francs par mois.

Ainsi, cet homme qui maintenant ne peut ouvrir la bouche sans parler d'honneur, de patrie, de fidélité aux principes, n'a été dans ses débuts que celui qui certains soirs vient raconter à un mouchard quelconque, dans une officine louche, ce qu'il sait de ses camarades. Le voyez-vous frôlant les murs, se cachant de peur d'être vu, tremblant au moindre bruit, heurtant une porte qui s'ouvre silencieusement et là, dans une salle obscure, en face d'un flûc, donnant des détails, répondant à des questions précises, recevant des ordres et à la fin tendant la main pour toucher le prix de sa trahison. Ah ! ah ! le beau cliché pour l'Illustration et comme il compléterait le Mussolini à cheval, sur le pont d'un cuirassé ou à sa table de travail que l'on nous servit dernièrement à l'occasion d'un sensationnel voyage en Italie d'un de nos académiciens à consonance viticole.

Malheureusement pour nous, M^{re} Maria Rygier ne cite pas suffisamment de preuves, elle omet les noms des témoins qui lui ont permis d'avoir la preuve de la trahison de Mussolini, mais la documentation fournie à toutefois la solidité voulue pour nous faire partager sa conviction. Sa thèse est d'autant plus plausible que le motif intérêt n'aurait sûrement pas suffi en 1914 à déterminer Mussolini à devenir interventionniste, car à cette époque les chances de vaincre étaient plutôt du côté de l'Allemagne et le passé de l'Italie au point de vue traité, ainsi d'ailleurs qu'au point de vue intérêt était de rester dans la Triple dont elle faisait partie. Nous, encore un morceau de la cuirasse qui tombe, un peu de voile qui se déchire et bientôt le dictateur glorieux qui salue à la romaine des centaines de Légions ne nous apparaîtra plus que sous son véritable jour, avec à son actif, un avatar de plus.

Mussolini, indicateur de police !

René GHISLAIN.

(1) Mussolini, indicateur de la police française par Maria Rygier, Imp. Coop. « Lucifer », Bruxelles.

Pour le Congrès d'Unité Anarchiste - Communiste Révolutionnaire

AVIS IMPORTANT. — Les Congressistes sont invités à se présenter à Amiens le dimanche 12 courant avant midi aux bureaux du journal « Germinal », 12, place Fauvel. Le Congrès s'ouvrira l'après-midi à 14 heures, salle de la coopérative.

HEURES DES TRAINS POUR SE RENDRE A AMIENS

Départ de Paris 5 h. 25 — 6 h. 35 — 7 h. 8 h. 35 — 8 h. 45 — 8. 50.
Arrivée à Amiens : 8. 38 — 8 h. 45 — 8 h. 51 10 h. 23 — 10 h. 41 — 12 h. 8.

AUTOUR de la 'MANIFESTATION COMMUNISTE' D'IVRY

Est-ce bien une manifestation de... manifestants qui s'est déroulée dimanche à Ivry ou bien une démonstration de police ? De l'avis même des assistants, ce fut plutôt ceci que cela. Des nuées de flics et de mouchards, peu ou pas de manifestants. Sans doute dès leur arrivée, ceux-ci étaient illico coffrés par ceux-là.

Mais à qui la faute ? Il semble que les flics et les « ratages » se multiplient démesurément depuis que nos stratégies révolutionnaires ont escamoté la direction du mouvement ouvrier. Et leur technique est à ce point appréciée de leurs troupes, que malgré les ordres et la discipline elles se gardent bien de respecter l'une et d'obéir aux autres. Les chefs commandent, mais les troupes... n'exécutent pas.

C'était d'ailleurs à prévoir. Il tombe en effet sous le sens qu'en raison de l'intention bien arrêtée du gouvernement d'interdire la manifestation, celle-ci, en banlieue, était « toupée » d'avance. C'était couru ! Et les manifestants éventuels l'ont si bien senti que l'immense majorité d'entre eux a préféré ne pas se déranger.

Pourquoi, en effet, s'exposer bénévolement aux brutalités d'une police déchaînée, alors que le cadre même d. la manifestation ne permet ni une défense efficace, ni, au besoin, une retraite opportune. Si le peuple qu'elle soit, il n'existe aucune localité de banlieue dont le mouvement révolutionnaire soit tellement dense que les manifestants puissent judicieusement s'y disperser et, malgré toutes les interdictions, manifester quand même.

Si, à l'instar de vulgaires bolchevistes, nous pratiquons l'art subtil de dénigrer nos adversaires et d'éveiller contre eux la suspicion des niais, nous pourrions dire des communistes, avec quelque apparence de raison, qu'ils ont attiré dimanche les travailleurs parisiens dans un véritable traquenard. Mais la réalité est assurément tout autre. Ce n'est point leur intention que nous visons, mais bien l'incapacité prodigieuse et en passe de devenir proverbiale de leur état-major.

Jadis — en juillet 1914, par exemple — pour manifester contre la guerre, il suffisait de lancer un appel de la C. G. T. et du parti socialiste dans la Bataille syndi-

caliste et l'Humanité. Et le soir deux ou trois cent mille manifestants descendaient sur les boulevards, en dépit de l'interdiction gouvernementale.

Alors, on n'avait pas de communistes, mais on avait des manifestations, des vraies. Aujourd'hui — à beauté de la haute stratégie et de la surenchère démocratique — on n'a plus que des fumisteries... et des fumisteries.

D'ailleurs, dès le prologue de la manifestation : le meeting du cirque de Paris, cela sentait, et très fort, la fumisterie. L'Humanité dénonçait à cor et à cri l'intention du gouvernement de briser, même par l'illégalité, la manifestation projetée et elle annonçait bruyamment — trop bruyamment ! — l'irréductible volonté des « organisations révolutionnaires » du prolétariat de passer outre.

Or, qu'avait à faire le gouvernement pour arriver à ses fins ? Un enfant de trois ans répondrait : frapper à la tête, Barthou-Chippaie n'y manqueraient point.

Seuls les augures-stratèges du bolchevisme perspicaces selon l'habitude, n'avaient point prévu cela. Et les roussins n'eurent plus qu'à aller cueillir au saut du lit ou chez le bistrot du coin.

Au bistrot du coin — du coin de l'imprimerie de l'Humanité : chez Titine — ils appréhenderaient illégalement, les meuchants ! le rédacteur en chef du journal des masses. Ça, c'est pas bien ! Et ils le séquestrèrent vingt-quatre heures — tout juste le temps qu'il fallait pour que le chapel à Chippaie ne tempérait point de quelques horions l'enthousiasme et la fougue révolutionnaires qu'il n'eût point manqué de déployer magistralement à l'envi.

Et notre trop vaillant-courtoisier de s'indigner de la perfidie des gouvernants bourgeois qui jouaient aux pieds leur propre légalité... et empêchaient ainsi des bons révolutionnaires de remplir tout leur devoir.

Comme par hasard, l'indignation infinie — elle s'étend sur des colonnes et des colonnes — du bouillonnant bolcheviste opère avec un singulier retardement. Mais pas en ce qui le concerne ; il se soigne à la minute, le bougre, et copieusement ! Que diable n'a-t-il manifesté semblable hâte et parole abondance à propos d'un précédent pas très cieux. D'autres militants révolutionnaires, avant lui, ont subi la séquestration arbitraire avant une manifestation. L'année dernière — mois pour mois — l'affaire Sacco-Vanzetti battait son plein. Et les bourgeois de la Tour Pointue arrêtaient illégalement, sans qu'ils eussent commis le moindre délit, les militants responsables du Comité Sacco-Vanzetti, Le-coin, Odson, Morinière, d'autres encore, étaient ainsi mis au secret pendant plusieurs jours.

Seulement, ceux-là étaient des anarchistes, et l'Humanité — rédacteur en chef vaillant-courtoisier — trouvait à grand-peine la place de trois ou quatre lignes pour signaler, en un coin perdu, le fait à ses lecteurs.

ment plus cocasse — le camarade Bazin, secrétaire du Secours Rouge, avait enfilé un pantalon et chaussé ses pantoufles — c'est l'Humanité qui l'affirme.

Ainsi accouru, il descendait de chez lui à 9 heures du matin — avec empressement ! — acheter les journaux pour dévorer goulument les nouvelles de la grande démonstration révolutionnaire d'Ivry.

D'ailleurs, il se frottait les mains... quand de prévenantes hourrigues y passèrent subitement de douces menottes. Et le malheureux camarade Bazin qui, au saut du lit, dès neuf heures du matin et en pantoufles — se préoccupe ardemment, pour la réduire et la briser, de la sauvage répression bourgeoise, se vit privé de l'insupportable satisfaction d'apporter le réconfort de sa présence aux manifestants d'Ivry.

Mais si Bazin n'était pas à Ivry, les Jeunes Gardes rouges étaient, eux, au Cirque de Paris. Ah ! mais... Que c'en est même tout un poème... un poème épique, naturellement.

Les Jeunes Gardes, comme c'est leur mission, assuraient l'ordre, un ordre qui ne fut d'ailleurs nullement troublé. Leur seule présence, sans doute...

Donc les choses s'étaient fort bien passées. Les manifestants du Cirque avaient vidé les lieux et nos Jeunes Gardes s'apprêtaient à faire demi-tour... à gauche, noble oblique, quand, nous conta cette inénarrable Humanité, « la police, cette masse compacte, sa rua sur leur groupe, le paralysant, l'encerclant et mettant en état d'arrestation tous les camarades présents ». Malgré « ces arrestations brutales, odieuses par leur caractère totalement brutal... ils ne furent à aucun moment intimidés... et c'est seulement l'arrestation soudaine des hourrigues de la ré-rectrice qui paralysa la résistance sur laquelle celle-ci, dans d'autres circonstances, pouvait compter ».

Que la fillette se le tienne pour dit, bougre ! La prochaine fois, elle verra ce qu'elle verra, diantre ! Qu'elle ait seulement soin d'avertir, de dire : « C'est nous, police ! Attention, avant de vous arrêter nous compions jusqu'à 163... Préparez-vous, on commence... 1, 2... » Et ça bardera cinq minutes !

O délicieux, braves et admirables Jeunes Gardes ! Que ne présentez-vous à vos supérieurs hiérarchiques un cahier de revendications pour les obliger à arracher au gouvernement d'union nationale l'institution sans délai, en prévision des futures démonstrations de masses, d'une police à la guimauve, d'une police qui ne soit pas « totalement et odieusement brutale ».

Et pour que les révolutionnaires n'en perdent point l'habitude, c'est à vous que sera dévolu, aux défilés de la Commune au Père-Lachaise, par exemple, le rôle de l'ancienne police, « odieuse et totalement brutale ».

Vous éprouverez peut-être ainsi une plus grande sécurité et vos chefs n'auront pas à vous « planquer » quand ça « gèrera » — comme l'année dernière à la manifestation Sacco-Vanzetti des boulevards, où vous étiez défilés d'un triste état par votre absence, sans doute parce qu'il y avait des

LA RÉPRESSION EN RUSSIE CONTINUE

Trompant la vigilance de la censure et du Guepou, nos camarades russes sont parvenus à nous communiquer quelques détails sur des arrestations nombreuses d'anarchistes opérées le 9 mai passé. Rien qu'à Moscou, 40 camarades furent incarcérés. Comme dans les occasions précédentes, la rafle policière frappa en passant des hommes n'exerçant aucune activité depuis longtemps ; le plus bel exemple en est le camarade Piro, qui depuis de longues années collectionnait soigneusement livres, revues, documents ayant trait au passé du mouvement révolutionnaire, cette documentation qui lui avait fait donner le surnom de « Netlaï russe » est entièrement confisquée par le Guepou qui la fit transporter dans ses locaux par camions.

Parmi les nouvelles victimes de la police russe, nos amis signalent les noms suivants :

Sabine, journaliste, arraché à ses trois enfants ; se distinguant au cours de la guerre civile par une magnifique activité illégale dirigée contre les blancs ; c'est le frère de l'ex-socialiste-révolutionnaire bien connu, du même nom, passé à présent chez les communistes.

Miro, étudiant à la Faculté des Lettres de Moscou, jeune écrivain, promettant beaucoup ; il avait publié dans l'Almanach « Nidra » (Les trefonds), un récit de la fameuse bataille d'Ouman, livrée par les insurgés makhnovistes contre Denikine ; pour des raisons de censure, il fut obligé de ne pas citer le nom de Nestor Makhno, et parier seulement du meilleur des rebelles lui donnant le surnom de « Maly » (le petit homme).

Boudarienko Tassia, jeune fille, anarchiste, d'une grande intelligence et à l'esprit très vif, Guinsbourg et Krasniv, étudiants à l'Institut technique supérieur de Moscou.

Krouglov, vieux ouvrier anarchiste. Tous ces camarades sont déjà déportés pour trois ans, principalement dans la région glacée d'Arkhangelsk.

Beaucoup d'ouvriers dont les noms ne sont pas encore établis, sont également détenus sous l'inculpation d'anarchisme.

Quelques arrestations n'ont pas été maintenues, on cite parmi celles-ci le cas du fils d'Olga Tarratouta, la vieille militante anarchiste dont le Libertaire publia jadis une fière déclaration.

A Leningrad, un tract anarchiste ayant circulé, un cinquantaine d'ouvriers libertaires ont été récemment arrêtés et envoyés en prison et en exil.

De nombreuses arrestations d'anarchistes ont également été opérées en Ukraine. Dans l'Allemagne d'Hindenburg, le prolétariat vient d'arracher la libération de Max Holz.

La Pologne de Pilsudski a ouvert les portes de ses Bastilles aux communistes condamnés à moins de quatre ans.

En Russie, Staline régnant, non seulement pas d'amnistie, mais au contraire, de nouveaux groupes de camarades rejoignent les victimes de la prison et de l'exil.

G. G. T. S. R.
Première union régionale syndicaliste révolutionnaire et jeunesse syndicaliste

GRANDE BALADE CHAMPÊTRE
Le mercredi 15 août
à CHELLES

Les copains peuvent emmener leur caleçon de bain.

Moyens de communications :
Trains à la gare de l'Est à 7 h. 05, 7 h. 52, 9 h. 14, 9 h. 40, 9 h. 58, 10 h. 30, 10 h. 43, 11 h. 50, 12 h. 02.

Les copains sont invités à prendre le train de 7 h. 52. Descendre à Chelles-Gournay. Tramway 143 à la porte de Vincennes ; descendre à la pointe de Gournay. Des flèches indiqueront le chemin.

LA TOMBOLA DE LA FÉDÉRATION PARISIENNE

Nous informons les camarades possédant des numéros gagnants de la tombola organisée par la Fédération Parisienne, qu'ils ont jusqu'au 15 août pour réclamer leurs lots, passé cette date les lots resteront acquis à l'organisation. Ecrire à N. Faucier, 72, rue des Prairies.

gnons à recevoir et à assurer l'ordre révolutionnaire », indispensable pourtant, cette fois, contre une police active, « odieuse et totalement brutale ».

Si aucune des étoiles bolchevistes ne brillait dimanche au firmament révolutionnaire, un astre nouveau, pourtant, fit une apparition triomphante et trouva de sa traînée lumineuse la nuit opaque des dégonflages notoire.

Cet astre s'approcha d'un groupe de gardarmes et demanda — oui, l'astre demanda — avec un héroïsme ingénu :
— Puis-je entrer dans la mairie ?
— C'est interdit.
— Oh ! démocratie...

Et sur cette ironique exclamation, que la postérité retiendra pour un mot historique de la pré-révolution en France, André Colomer tourna les talons, fit trois pirouettes, un double saut périlleux, et sauta à pieds joints dans une vespasienne teinte de tons pâles qu'il avait prise pour un cerceau de papier dissimulant le Moloch capitaliste.

Un journaliste bien peu averti s'extasia devant cette « nouvelle prouesse d'André Colomer qu'il appelle le « fougueux anarchiste ». Il y a erreur sur la qualité... de la marchandise, Monsieur le Journaliste. Dorénavant, il en est. On peut lire, officiellement, sur les affiches du parti communiste annonçant les meetings, sous le nom d'André Colomer, cette désignation symbolique : du P. C.

Symbolique ! Symbolique ! En cette journée hilarante où les cabotins se surpassèrent, la palme revient incontestablement au pire des pitres : André Colomer, du P. C.

Gourmelon est innocent

Mais il va cependant mourir en prison

En mai 1927, à la Coopérative de production brestoise « l'Egalitaire », un faux eut lieu. Quelqu'un s'empara d'un carnet de chèques, dans un tiroir, émit un des feuillets pour 34.700 francs au profit d'un débiteur supposé, imita la signature du directeur de la Coopérative et s'en fut toucher la somme à la banque qui avait ouvert un crédit à la Société.

Depuis, une instruction ouverte n'avait donné aucun résultat. Successivement, le directeur lui-même, le comptable, quelques autres furent soupçonnés d'être les auteurs du faux ; mais aucune preuve ne vint à l'appui et chaque expertise d'écriture innocenta les camarades visés par l'enquête.

Brusquement, l'instruction vient de rebondir. Gourmelon, ancien directeur de « l'Egalitaire », qui quitta la fonction il y a deux ans pour raisons de santé et qui soutint de ses conseils les dirigeants de la Coopérative, fut inculpé, puis, il y a une quinzaine, arrêté ; le chèque est de lui, disent deux experts en écriture : un brestois et un parisien. L'écriture est déguisée ; mais les o, les a, les p, etc... ont des jambages comme ceci, des arrondis comme cela ; les caractères sont d'un homme accoutumé à écrire droit ; bref, nous concluons catégoriquement à la culpabilité de Gourmelon.

Eh bien ! nous venons dire, nous, n'en déplaise aux experts sacrés, Paul Gourmelon n'a pas commis ce faux et ce vol au détriment de la Coopérative, de sa coopérative ; Gourmelon n'a pas écrit ce chèque ; Gourmelon ne l'a pas touché. Il ne pouvait pas venir à l'esprit de Gourmelon de le faire. Il n'y avait pas d'homme au monde capable de lui en suggérer l'idée.

Cette affaire a deux aspects : l'un, légal, judiciaire. Pour des juges, surtout, s'ils restent sécher dans une instruction, il faut mettre la main sur un coupable ; quand des experts veulent bien le désigner, en vertu de leur science si exacte, c'est du pain béni ; inculper, emprisonner, envoyer aux assises, c'est automatique et reposant. De cela, nous reparlerons, car en cela, il n'y a pas que la voix des experts qui compte.

Mais il y a un autre aspect. C'est le côté « travailleur », si nous pouvons dire ; c'est celui qui fera se demander à la population ouvrière : pourquoi Paul Gourmelon aurait-il fait cela ? Est-il illégaliste, et ses conceptions l'auraient-elles poussé à vivre en marge ? Non ! Là-dessus, aucune erreur possible ; ses moyens d'existence sont assurés par une pension de tuberculeux à 100 %. Aurait-il eu pour but de fournir des fonds à la propagande ? Encore, non ! L'Egalitaire était pour lui une forme de propagande par le fait qu'il n'aurait sacrifié à aucune autre. Et ses préférences personnelles quoique anarchiste, le maintenaient à la vieille C. G. T.

Alors ? Jouissance personnelle, appât de la galette, débauche ? La, plus fièrement, non encore, si c'est possible.

De toute la force de notre « honnêteté », qui peut paraître ridicule à certains ; de gique que nous avons de la camaraderie, nous venons dire ; Gourmelon n'a commis ni faux, ni vol. Nous supplions les camarades de nous croire et de se joindre à nous pour sauver un innocent.

Nous nous adressons d'abord aux travailleurs, dont Gourmelon a synthétisé les colères dans son fameux-geste de Mille Claisille, en 1910, et qui lui valut trois ans de prison. Nous nous adresserons ensuite à ceux qui tiendront sa liberté dans leurs mains, et nous lutterons contre les apparences.

Que le « Libertaire », pour qui Gourmelon a beaucoup fait autrefois, soit le premier à élever la voix en sa faveur. Les « coupables » ont leurs excuses à nos yeux ; les innocents ont encore plus de titres à notre intérêt.

Et disons, pour terminer ce plaidoyer, que Gourmelon, tuberculeux sera fini sous quelques mois dans la prison. Il relevait d'une pitié, encore alié, quand l'autre samedi, sa mère, bonne vieille de 75 ans, connut l'agonie. Paul, pour recueillir son dernier soupir se leva, traversa la rue, enleva la maman et fut arrêté quand il retournait au lit. Il obtint 24 heures de sursis. C'est tout. Depuis, il toussait, crachait, bat la fièvre dans sa cellule. De l'avis de son médecin, ce pourrait être une affaire de semaines.

Les assises d'octobre ou de janvier ne l'auront pas ; le bagne ne l'aura pas, s'il n'est pas hospitalisé d'urgence ; on l'aura tué avant.

Quelles sont, croyez-vous, nos pensées devant ce drame, à nous qui savons, nombreux à Brest, l'innocence de Gourmelon. Quelles sont les pensées de sa femme, une bonne petite ménagère dévouée à son vieux et à son fils de quatorze ans, et qui s'en vont, pleurant, à la porte de la prison ?

Que dirons-nous si Gourmelon meurt ?

J. LE GALL,
1, rue de la Porte, Brest,
Secrétaire de la Maison du Peuple de Brest.

RENE MARTIN,
Membre du Groupe Anarchiste-Communiste Brestois,
Maison du Peuple, Brest.

Anarchistes Syndicalistes Révolutionnaires
Avez-vous pensé à soutenir Le Libertaire ? Il ne vit que par vous, et pour vous.

Jean Marestan
L'ÉDUCATION SEXUELLE
Revue et corrigée
Un livre d'éducation et d'hygiène sexuelle que tous les militants doivent posséder.
12 francs ; franco rec. 13 fr. 25

À TRAVERS LE MONDE

ITALIE

Les arrêts du Tribunal spécial ne sont que des arrêts de mort.

Le Tribunal spécial s'était attiré jusqu'ici la haine et la réprobation des travailleurs et de tous les esprits libres pour ses arrêts féroces et monstrueux qui, en une année, ont atteint le chiffre de 20 siècles de réclusion à quelques centaines d'antifascistes.

Mais la nature réelle du tribunal spécial n'était pas encore apparue en pleine lumière aux yeux de l'opinion publique internationale.

Le tribunal fasciste n'est pas seulement dans les mains de Mussolini, un instrument de terreur contre le peuple italien, de plus en plus soulevé contre le régime des chemises noires ; c'est aussi un instrument de mort, qui supprime par l'assassinat les adversaires irréductibles de la tyrannie fasciste. Ses arrêts de 10, 15, 20, 30 ans de réclusion, sont des arrêts de mort. Les prisonniers antifascistes, condamnés à ces peines énormes, et envoyés dans les sombres bagnes de la péninsule (Santo Stefano, Portolongone, Volterra, San Gimignano, Oneglia, Alessandria, etc.) sont contraints à effectuer un tiers de leur peine sous le régime de la dure « ségrégation ».

Le lent assassinat des prisonniers par la « ségrégation ».

Le régime sévère de la « ségrégation » qui épuise les santés les plus robustes et qu'on a jugé si inhumain même pour les criminels — (d'illustres criminalistes italiens en ont demandé la suppression) consiste en ceci :

a) La contrainte à l'isolement et au silence (le prisonnier est toujours seul ; il ne voit jamais personne ; il doit être constamment muet.

b) La privation d'air (le prisonnier demeure continuellement dans la cellule étroite et humide où il a été relégué ; il n'en sort jamais et l'air n'est jamais renouvelé ; même la promenade de 40 minutes à l'air accordée au détenu non soumis à la « ségrégation », leur est sévèrement refusée).

c) La privation de toute nourriture envoyée par la famille (la seule nourriture du prisonnier est la tranche de pain et la soupe fade de la prison, une fois par jour).

Un tel régime peut durer six ans. Il est soutenu par intervalles. Chaque période peut durer jusqu'à six mois sans interruption !

Une liste de prisonniers morts.

Six mois dans une cellule humide et sans air où l'on doit vivre toutes les heures du jour et de la nuit sans en sortir jamais — signifient en fait l'assassinat du prisonnier. En effet, la théorie des morts — de ceux qu'on arrive à connaître — est déjà assez longue ; celle des mourants dans le bagne-hôpital de la Pianosa est aussi très impressionnante ; celle des menacés d'être tués dans les prisons judiciaires et dans les bagnes est effrayante.

L'ouvrier Mironcelli Alfredo, condamné pour les faits de Empoli, est mort en prison, vers la fin de 1927.

L'ouvrier Sborzi, de Toscane, est mort en prison en septembre 1927.

L'ouvrier Poli d'Empoli, est décédé en mars dernier à l'infirmerie du bagne-hôpital de Pianosa.

L'ouvrier Proveta, membre de la dernière commission interne de l'usine Fiat de Turin, est mort de tuberculose. Arrêté le 13 mars 1927, sa santé s'est rapidement affaiblie en prison. Il avait 26 ans.

Parmi les prisonniers mourants dans les bagnes de l'Etat fasciste on peut se souvenir des suivants :

L'ouvrier Monticone de Turin (procès pour l'occupation des usines, septembre 1920) à l'infirmerie du bagne-hôpital de la Pianosa dans de mauvaises conditions, mourut au bagne d'Oneglia.

Les ouvriers Longobardi Carlo et Morosoni de Florence, très gravement malades au bagne-hôpital de la Pianosa.

L'ouvrier Giulio Cambi (procès pour les faits de Signa) mourut à l'infirmerie du bagne de Portolongone.

L'ouvrier Mario Garacineri, condamné à 20 années de prison ; a été d'abord très malade à l'infirmerie du bagne-hôpital de la Pianosa ; il fut ensuite transporté, on ne sait pourquoi, malgré son état grave, au bagne de Portolongone.

De même pour l'ouvrier Andreoni.

A Milan, dans les prisons judiciaires de San Vittore, parmi les nombreux malades, se trouve le Dina Biondi, de Florence, arrêtée sous le soupçon d'antifascisme ; son état inspire de grandes inquiétudes.

La torture et la faim.

Désormais, l'opinion publique internationale est au courant des assassinats perpétrés dans les prisons fascistes au moyen de la torture. Le cas de Gastone Sozzi a jeté une sinistre lumière sur ces méthodes de barbarie fasciste. La chaîne de ses crimes est longue, et tous les anneaux de cette chaîne ne nous sont pas connus. Combien de prisonniers inconnus meurent peut-être à la suite des tortures subies, après avoir été sauvagement battus des heures durant avec des matraques de caoutchouc sur la poitrine et sur le dos, ou par suite du manque de nourriture et de soins. Hier inconnus dont quelques-uns un nom seul vient à la mémoire. Victimes qui meurent dans le silence, après avoir atrocement souffert et qui seront, comme les autres, ensevelies clandestinement sans que la pitié de leur famille veuille sur leurs dernières heures. Quelques noms seulement :

Le jeune ouvrier Tarcioni de Sesto Fiorentino, meurt de folie et de maladie, après avoir souffert, les premiers mois de 1927, de tortures inouïes.

Paolo Betti, torturé jusqu'à en devenir fou dans le château de Brescia ; condamné récemment par le tribunal spécial à 12 ans de réclusion. La santé fortement ébranlée du prisonnier surviva difficilement après deux ou trois ans de réclusion.

L'ouvrier Amodei, arrêté après l'explosion de la bombe de Milan, 12 avril, est devenu fou à la suite des tortures subies durant son interrogatoire. Il est depuis agité d'un tremblement continu ; son corps est couvert de contusions et ses yeux sont striés de sang ; on ne croit pas qu'il survive longtemps à ses tortures.

Ce qu'il faut demander pour sauver les prisonniers.

Il faut que tous les hommes gens, toutes les organisations ayant pour but la lutte contre la terreur fasciste, ses abus, ses hontes, ses crimes, élèvent une protestation indignée et interviennent énergiquement, ouvertement, courageusement.

Il faut obtenir pour les prisonniers antifascistes de l'Italie :

Le régime politique, appliqué dans tous les pays que la haine de classes n'a pas encore poussés vers la barbarie ;

Le droit de secours et de la nourriture des familles ;

L'abolition de la « ségrégation cellulaire », sous toutes ses formes ;

L'abolition du silence forcé et de l'isolement ;

Le droit de vivre avec de l'air en quantité suffisante et en commun avec d'autres prisonniers politiques ;

Le droit à des médecins étrangers de visiter les prisonniers dans les bagnes et de juger librement de leur état de santé.

Le monde civilisé ne peut pas abandonner ces hommes courageux au sort qui leur est fait. Toutes les forces doivent entrer en lutte et agir sans un instant de lassitude, par tous les moyens, pour sauver la vie à six mille prisonniers antifascistes, qu'avec une cynique préméditation le gouvernement fasciste veut supprimer sans pitié, par l'application d'un régime inhumain dans ses prisons et dans ses bagnes.

REPUBLIQUE ARGENTINE

Dans la lutte constante du prolétariat argentin pour son émancipation intégrale, il y a des événements qui sont gravés avec des caractères de feu dans les cœurs et dans les consciences de tous les hommes honnêtes et travailleurs de cette terre.

Un de ces épisodes est celui qui a été perpétré avec entière impunité, par un instrument de la bourgeoisie, le 16 juin 1923, dans le pénitencier national de Buenos-Aires.

A une heure tardive de la nuit, alors que tout le monde, même la nature, se reposait et dormait, un être abject, un individu sans entrailles, véritable produit de cette société corrompue dans laquelle nous vivons, et qui avait mission de veiller... sur des êtres sans défense, après s'être approché prudemment d'une cellule où reposait un prisonnier, lui demanda son nom et déchargea immédiatement son arme homicide sur la victime sans défense. Ce prisonnier était Kurt G. Wilkens et l'assassin, ce répugnant instrument de la bourgeoisie, s'appelle Perez Millan.

Les faits qui se sont produits alors, et à la base desquels se trouvent des assassinats aussi lâches et vils sont connus de tous.

Autant à Buenos-Aires que dans tous les coins de la République où il y avait la moindre organisation, fut déclenchée la grève générale pour protester contre ces provocations de la classe poutocratique de ce pays.

Et les rues de quelques villages de cette République se teintèrent une fois de plus du rouge du sang prolétaire, comme cela arrivait dans le temps en tant d'occasions. Les causes qui avaient valu ces événements aux villages sont à la connaissance de tout le monde. A leur base est le massacre de Palagonia, où les soldats de la Patrie, sur ordre du colonel H. Varela, ont fusillé plus de 1.500 travailleurs, Kurt G. Wilkens, avec son âme sensible de la douleur, les pleurs, du désespoir de tant de mères, compagnes et sœurs, fut mis à mort comme responsable matériel de ce massacre du 23 janvier 1923.

Le résultat en était un troupeau de prisonniers jetés dans le pénitencier national, dans l'espoir d'empêcher tout procès qui pourrait s'engager du fait de cet attentat. Mais, la justice historique ne se sentait pas très forte, elle ne voulait pas montrer cependant ses griffes et optait pour diminuer expéditivement notre compagnon, croyant atteindre un double but : Donner à la fois un coup mortel à l'idée de rédemption que propagent les anarchistes, et tuer notre camarade.

Ni l'une ni l'autre chose ne fut obtenue. Les idées conquérantes chaque fois davantage la conscience des hommes et le souvenir de notre indigne compagnon vit continuellement dans le cœur et dans la pensée de milliers d'êtres qui savent apprécier la haute valeur du sacrifice de Kurt G. Wilkens.

Fédération ouvrière de Rosarín

EN PROVINCE

TOULOUSE

Lettre ouverte à M. l'inspecteur des mines, siégeant à Bordeaux.

Monsieur,

Le hasard de ma vie d'exploité, voué au chômage, me fit accéder, le 27 juillet, à un emploi de manoeuvre dans une carrière située à Ossès (entre Bayonne et Saint-Jean-Pied-de-Port) par l'entreprise Chaumel. Or, et malgré le besoin d'argent, je n'ai pu rester dans ce chantier que six heures. Toutefois, et malgré le peu de temps que j'y suis resté, il m'a été possible de me livrer à une enquête sur les façons d'exploiter usitées par M. Chaumel. Je m'adresse, Monsieur, à vous, soyez dans l'ignorance des faits vraiment scandaleux que je vais vous soumettre, je l'espère, et de toutes les manières, car étant au courant et ne faisant rien pour remédier à un tel état de choses, votre attitude serait inqualifiable et serait sévèrement jugée par ceux dont vous avez le devoir de garantir les possibilités de travail.

Je vais donc, si vous l'ignorez encore, vous faire savoir dans quelles conditions, une cinquantaine de malheureux risquent chaque jour leur vie, au profit du dénommé Chaumel.

Non loin d'Ossès, la carrière en question se compose de deux plateformes superposées ; sur la première, une dizaine d'ouvriers s'occupent au déblaiement ; sur la deuxième, pleins dix mètres au-dessus, sont une quarantaine d'ouvriers qui s'occupent à charger les wagonnets. Mais là où la chose devient terriblement inhumaine, au-dessus d'eux, et pendant qu'ils travaillent, dix ou six ouvriers s'occupent à dégrader les blocs. Soignez donc aux risques courus par ces employés au-dessus, lorsque les blocs, quelquefois énormes, devaient cette pente abrupte d'une hauteur de trente mètres. Ajoutez à cela que le travail était payé aux pièces, tous n'ont qu'une seule idée, parvenir au plus fort salaire, sans s'attarder aux risques qu'ils courent ou font courir aux autres. Apprenant cette façon brutale de travailler avait coûté auparavant la vie à deux hommes, je me suis dit, qu'il m'a fait cette réponse, aussi sauvage que bête : « Qu'importe qu'ils se blessent ou se tuent, ce ne sont qu'arabes et espagnols, et puis, l'assurance paiera ».

Je doute, Monsieur l'inspecteur que vous ignorez ces faits qui pourtant se sont produits dans votre rayon, et je ne vois trop comment et les siens attachent à vos enquêtes. Serait-ce manque d'énergie ou amitié de votre part ? Je ne sais, mais, si cette réclamation demeure sans effet, il n'y aurait qu'un responsable : vous. Il n'est pas seulement au point de vue sécurité que ce chantier laisse à désirer, mais que la loi de huit heures comporte quelques dérogations ; toutefois, pour parvenir à leur salaire, les ouvriers poursuivent leur journée jusqu'à quatre heures, ce que vous ne manquez pas de trouver excessif. Puis, lorsque le travail terminé, les ouvriers ayant pris leur repas songent au repos, ils sont enlaidés pêle-mêle dans un local, sans draps de lit et sur la paille, et avec à peine 4 m² d'air chacun pour respirer la nuit, dans ce local infect et pourri de vermine de toute sorte. Avec la certitude que vous aviserez au plus tôt.

En vous saluant,
M. Tricheux, du syndicat unique de Toulouse.

A tous les camarades de bonne volonté

Quelques copains de la région toulousaine ont décidé de réformer un syndicat révolutionnaire unique, à Toulouse. Un pressant appel est fait à tous les copains, qui, dégoutés de voir la triste situation dans laquelle nous nous trouvons, ont assez d'énergie pour lâcher malgré toutes les forces adverses contre lesquelles nous sommes aux prises de regrouper tous ceux qui vraiment révolutionnaires veulent encore œuvrer en ce sens. En conséquence, tous les camarades qui désirent s'unir à nous, sont priés de se mettre en relation avec le camarade Y. Pau, 16, rue du Peyron. Tous nos organisateurs quelques réunions en vue de la formation définitive du syndicat.

D'ores et déjà, les copains, dont les noms suivent, sont décidés à se mettre à la besogne. Héitez-vous donc de venir nous rejoindre. Yvan Pau, Marius

Les Paysans et les Bolchevistes

A l'aube de leur histoire, les paysans se définissent comme des ouvriers qui s'occupent de la culture du sol, en lui donnant tous les soins pour le faire produire. Suivant attentivement l'histoire de la vie sociale de l'humanité, on remarque quel grand rôle le labeur des paysans a joué dans le passé et le présent de cette histoire. Pourtant, les paysans, comme tels, n'ont jamais composé une classe unique, comme les ouvriers, prolétaires de la ville. C'est compréhensible. La classe des paysans n'est pas unique. Elle peut être divisée en deux groupes principaux. L'un d'eux contient la minorité des paysans. Usant de privilèges économiques, il constitue une grande force politique.

L'autre groupe comprend la plus grande partie du reste des paysans. Ne possédant pas de droits politiques et n'usant que d'un nombre insuffisant des terres, ce groupe dépend non seulement du gouvernement et du propriétaire d'un domaine, mais aussi du groupe nommé ci-dessus.

A son tour, il peut être divisé en quelques catégories : des paysans aisés, peu aisés, pauvres, et paysans-batracs (manœuvres, paysans payés).

Donnons ici une brève définition des paysans d'avant la guerre, et voyons ce que les bolchevistes en ont fait, après dix ans de leur gouvernement.

Les paysans riches, ce sont ceux qui, en outre qu'ils avaient reçu des lots du fonds public, des terres, ils prenaient aussi des terres à ferme, ou ils les achetaient et les faisaient cultiver en partie, ou entièrement, par des ouvriers payés : les batracs.

Les paysans des autres catégories considérés « poings » (koulacs, en russe), ou « bourgeois dépravés, qui tendent à s'enrichir au compte des autres, et les appellent « poings » (koulacs, en russe), ou « bourgeois ».

Les paysans aisés sont ceux qui ont reçu des lots du fonds public des terres, en les cultivant sans aide des ouvriers payés, à l'aide de leurs propres familles, leurs chevaux ou bœufs et leurs instruments agricoles. Les paysans peu aisés sont ceux qui ont reçu des lots du fonds public des terres. Ne possédant pas en mesure suffisante des chevaux ou des bœufs et des instruments agricoles, pour cultiver la terre par leurs propres forces, indépendants des autres, ils devaient s'adresser à leurs voisins, pour que ces derniers les aidassent à l'ensemencer et à faucher les semailles.

Les paysans pauvres sont ceux qui ont reçu des lots du fonds public des terres, mais qui ne pouvaient les cultiver ni eux-mêmes, ni à l'aide de leurs voisins, à cause du manque d'instruments et de bétail.

Il arrivait que les chevaux avaient crevé, ou que la récolte était maigre. Alors, les paysans sans cheval et sans moyens suffisants pour semer leurs champs, étaient obligés de donner leur terre à ferme et de s'engager, pour un certain temps, chez les « poings », les paysans riches.

Les « batracs », les paysans payés, sont ceux qui recevaient des lots du fonds public des terres, mais qui ne les cultivaient pas eux-mêmes, en les donnant à ferme aux « poings », en échange d'argent ou d'une moitié, et même d'un tiers de la récolte obtenue sur leurs champs.

Les batracs s'engageaient, de l'an en l'an, chez les propriétaires d'un domaine, pour une année entière, ou pour un certain temps.

Parmi les paysans russes-ukrainiens, on pouvait rencontrer des batracs qui, ne voulant pas cultiver leurs propres lots, préféraient travailler chez les autres, changeant ainsi leur vie de paysans libres en celle d'un ouvrier payé.

La cause en était non seulement la nécessité, mais aussi l'ignorance, qui, comme leur aïeux, les soutenaient dans leur vie de batracs. Ils menaient cette vie, de l'an en l'an, y prenant habitude et y habituant leurs familles. Ils considéraient que c'était le plus sûr moyen pour assurer leur existence. Relativement, il y avait un petit nombre de batracs pareils. Ces batracs jouaient un rôle insignifiant dans les luttes des paysans pour la terre, le pain et la liberté.

Il arrivait que certains d'eux étaient inclinés à changer leur vie d'esclaves pour la vie des paysans indépendants, dans les moments les plus tragiques de la lutte. Ils comprenaient alors que leur véritable ennemi et avec qui ils devaient aller. Mais, même alors, ils restaient neutres, en attendant passivement la fin de la lutte.

La lutte séculaire des paysans se menait par les catégories susnommées, c'est-à-dire par les paysans aisés, peu aisés, pauvres, et par les batracs.

Ces travailleurs de la terre connaissaient bien les causes de l'inégalité et de l'injustice exercées contre eux par les « poings » et les propriétaires des domaines. Ils étaient liés par la même psychologie, les mêmes conditions économiques, et par le même espoir de se délivrer du joug de la classe bourgeoise et de devenir des membres, usant de tous leurs droits, d'une société libre des ouvriers.

Concernant la tendance de se délivrer du joug bourgeois, les paysans considéraient les ouvriers de la ville comme leurs alliés. Ces liens amicaux se rompaient, dès que les ouvriers de la ville, sous l'incitation des politiciens, commençaient à considérer les paysans comme des bourgeois.

Il est connu que presque tous les partis socialistes définissent les paysans comme de petits bourgeois et, par conséquent, veulent les prolétarianiser.

Cette définition est fautive, et le désir de la prolétarianiser est imprudent. Les bolchevistes, qui ont essayé de réaliser la tendance des socialistes, ont échoué. Ils n'ont fait qu'augmenter le nombre des batracs.

Le groupe de ces derniers, qui existait en Russie et en Ukraine, pendant l'autocratie des tsars et des propriétaires des domaines, existe encore aujourd'hui sous le règne des bolchevistes, et même la même vie misérable.

Les dix ans du gouvernement des bolchevistes ont non seulement supprimé en Russie le groupe des batracs, mais, au contraire, ils l'ont fait renaître, après sa chute remarquable, pendant les premiers mois de la révolution d'octobre.

Le gouvernement d'avant la guerre, en

Russie, favorisait et encourageait la division des paysans en groupes. Les bolchevistes continuent la même politique. Pour garder leur pouvoir, ils ont besoin des « poings » et des batracs.

Et c'est pour cela qu'ils luttent et luttent encore contre la tendance des paysans à faire disparaître la division et à introduire l'égalité et l'indépendance pour tous, en ce qui concerne le travail. Mais cette politique du parti bolcheviste qui se dit dictature du prolétariat échoue toujours.

L'échec des bolchevistes d'introduire le socialisme dans le pays, sans aide des paysans, mais seulement à l'aide de la dictature du prolétariat, prouve qu'il faut traiter le problème paysan avec plus d'attention, et qu'il ne suffit pas de faire usage des forces paysannes seulement pendant la révolution dans sa phase destructive, mais qu'il faut aussi reconnaître les droits politiques et économiques des paysans dans la construction d'une société nouvelle.

Les bolchevistes qui ne veulent reconnaître que le pouvoir et la dictature, pendant la révolution, tuent les forces productives des paysans, indispensables pour l'introduction du socialisme. Cependant, c'est une vérité, que les bolchevistes et les autres socialistes et révolutionnaires doivent savoir.

Les paysans ne pensent guère à écouter les leaders bolchevistes, les invitant à « se liquider ».

Le fait est qu'ils s'affirment davantage, à l'époque actuelle.

Dans les pays agraires, les paysans vont se dresser, un jour ou l'autre, dans les premiers rangs des travailleurs égaux ; oui, égaux, parce qu'ils n'ont pas la tendance de se relever au-dessus des ouvriers de la ville. Le plus grand nombre des paysans tendait, dans le passé et encore aujourd'hui, à devenir, au point de vue politique et économique, libres et indépendants de n'importe quels souverains.

Ce désir de l'indépendance explique leur tendance à faire de la terre la propriété de tout le peuple, et leur animosité envers la ville, qui voudrait régner sur eux.

Quand la terre appartiendra à tout le peuple, et pas aux personnes isolées, cela, selon l'opinion des paysans, les défendra de tous abus de la part des propriétaires, privés et de leurs serviteurs les commis du gouvernement. Les bolchevistes, qui suivent la doctrine (peu persuasive pour nous) de Marx et d'Engels, de la concentration du capital et de la terre, ne veulent pas reconnaître cette vérité.

Ils ont peur des paysans, parce qu'ils savent que le triomphe de ces derniers aurait pour résultat la chute de leur gouvernement. A cause de cette peur, ils accusent les paysans, parfois d'être des contre-révolutionnaires, parfois d'être ennemis des problèmes de la révolution en général, et de la mission des bolchevistes en particulier.

Pour maintenir cette accusation, les bolchevistes ne font rien, exprès, pour que les « poings » disparaissent. Pour garder le pouvoir de leur part, ils agissent, en ce qui concerne la question paysanne, contre les intérêts de la révolution. Ils ont considéré le groupe des « poings » comme des « paysans solides ». A partir de l'année 1921, ils favorisèrent le développement de ce groupe, par plusieurs allègements, même par la fixation des prix (voir l'instruction complémentaire qui traite la question agricole, éditée par le gouvernement soviétique, deux mois avant l'introduction de la Nep, au mois de mars 1921). La construction d'une société libre des travailleurs libres exige tous les efforts de tous les groupes du prolétariat, de la campagne et de la ville : des ouvriers de l'usine, de ceux qui travaillent sur et sous terre, des ouvriers des transports et des ouvriers intellectuels.

Mais cette activité des travailleurs exclut le pouvoir de dictature la partie au nom de laquelle les bolchevistes ont remplacé l'idéal du socialisme par des moyens de gouvernement et par des allègements pour la minorité. Ces agissements des bolchevistes, défavorables pour la majorité des paysans, les mit sur la route anti-communiste.

Ils se tournèrent logiquement vers le capitalisme. Ce détour, ils le firent avec ordre, faisant semblant d'y être forcés par les conditions extérieures. Ils ont ainsi commencé leur action anti-révolutionnaire pour le compte de la révolution, expliquant chaque mouvement révolutionnaire parmi les paysans et les ouvriers, comme une contre-révolution. De cette manière, ils cherchaient à en finir, non seulement avec les mouvements révolutionnaires des paysans et des ouvriers, mais aussi avec les idées d'octobre.

Il faut reconnaître que le succès des bolchevistes dans le développement de la contre-révolution est grand et « positif ».

A cause des vieilles méthodes et des moyens de gouvernement dont les bolchevistes se servaient pour reconstruire la société, leur psychologie révolutionnaire devint anti-révolutionnaire et leur conscience de la responsabilité pour le sort de la révolution, dont le caractère social se manifestait de temps en temps et surtout en 1917, était tuée.

Admettant les méthodes du pouvoir et du capitalisme et ayant trompé à plusieurs reprises le peuple, les bolchevistes ont rompu tout à fait avec la révolution sociale et sont devenus des bourreaux.

Ils ont empêché les masses de prendre le sort de la révolution entre leurs mains et de faire communier la terre et l'industrie. Le cas contraire aurait augmenté la force des paysans et des ouvriers et aurait accéléré le développement et la défense de la révolution sociale dans l'Europe entière.

Mais les bolchevistes ont fait perdre par la force du pouvoir la marche naturelle de la révolution et ont, par ce fait, mis contre eux deux classes fondamentales : les paysans et les ouvriers.

Les paysans qui ont joué un si beau rôle dans la phase destructive de la révolution, tombèrent en méfiance envers leur chef officiel, le parti bolcheviste, et se mirent en opposition contre ce chef dans les phases suivantes malgré le manque d'organisation de leurs forces et malgré la fatigue causée par les contre-révolutionnaires du dehors.

Les paysans révolutionnaires se trouvent brisés par l'appareil des bolchevistes.

La Garde Rouge

A la sortie du meeting du Cirque de Paris, samedi soir, la Garde Rouge, la fameuse « garde », a été faite prisonnière.

Cette Garde est, depuis plusieurs années, célèbre par ses victoires et par ses victimes. Composée des Jeunes Gardes Antifascistes, des Combattants du Front Rouge, des Marins Révolutionnaires, elle pourrait mettre sur son fanion quelques victorieuses rencontres : 11 janvier 1924, Meeting Grange-aux-Belles, Manifestation... de la Commune 1925 et 1926, Sabotage du meeting Sacco-Vanzetti au Cirque de Paris 1927, Sabotage de réunions rue Cambronne et Bagarre de Lyon en 1928.

Les Gardes Rouges, qui surent abattre nos camarades et qui tentèrent à plusieurs reprises de saboter nos meetings, qui surent, sur des ouvriers, faire fonctionner les cannes, les matraques, les feux, ont montré, devant les agents de Chiappe, un réel courage.

Sans un cri, sans une protestation, les Gardes Rouges, en uniforme, se sont laissés arrêter au nombre de cent cinquante.

Nous pouvons espérer qu'après un semblable fait d'armes, l'ordre du Drapeau Rouge, décoration officielle de la III^e Internationale, sera remis au prochain défilé de ces héroïques défenseurs du Prolétariat — défilé qui aura lieu sans doute au bois de Meudon !

L'Humanité semble, dans son numéro de mardi, préparer une belle revanche aussitôt que les circonstances seront favorables.

Attendons... J. G.

Pour que vive le Libéraire

Liste des souscriptions reçues du 25 juillet au 7 août 1928

Groupe des « Amis du Libéraire » : Les amis de Trelazé, 25 fr. ; Richard Paul, 5 fr. ; Colin Raoul, 5 fr. ; Jean Vasquez, 5 fr. ; N. Faucher, 2 fr. ; A. Faucher, 10 fr. ; Albert, 2 fr. ; Nicolas Lillier, 2 fr. ; Roche Meunier, 2 fr. ; Duquenez, 2 fr. ; Arthur Rigolle, 2 fr. ; Bol, 2 fr. ; colle, 5 fr. ; Jean Girardin, 2 fr. ; René Frémont, 5 fr. ; Raoul Colin, 5 fr. ; Jean Vasquez, 5 fr. ; Deux amis (juillet et août) 20 fr. ; Faucher, 10 fr. ; Faucher N., 2 fr. ; Nicolas Hilaire, 2 fr. ; Jacques, 5 fr. ; René Frémont, 5 fr. ; Guillon Paris, 5 fr. ; Moreau Louis, 5 fr. ; Maurice Baudart, 6,75. Total : 144 fr. 75. Concorde, 3 fr. ; Jull, 3 fr. ; Leserre Alain, 1 fr. ; Joseph Teig, 1 fr. ; Fleury, 3 fr. ; Bastou, 5 fr. ; Ruggia Thomas, 4 fr. ; Goubé Jules, 10 fr. ; Demeure Etienne, 5 fr. ; Demeure Fleury, 5 fr. ; Maria, 2 fr. ; Berthe, 2 fr. ; Tyr Marie, 2 fr. ; Louise, 2 fr. ; Rhel, 2 fr. ; Collecte rue Ordener, le 28-7, 61 fr. 20 ; un libéraire électrique anti-sectaire, 5 fr. ; A.T., 15 fr. ; Duffrol, 5 fr. ; P. Le Libéraire, 3 fr. ; J.-M. Esperanto, 3 fr. ; André, 1 fr. ; Adanense, 3 fr. ; François Angelier, 3 fr. ; Walter, 1 fr. ; Groupe de Lille, 10 fr. ; Groupe du 139, 600 fr. ; Vivien, 4 fr. ; Seuric, 3 fr. ; Jean Ingelaere, 5 fr. ; Bénédicte tombola de la Fédération Parisienne (premier versement) : 350 fr. ; Pins, mail, 2,50 ; Un castellan, 4 fr. ; Vivier Hubert, 3 fr. ; Dupuisson Fernand, 3 fr. ; Daunier, 4 fr. ; Saucias, 3 fr. ; Un castellan, 2 fr. Total de la présente liste : 1.288 fr. 20.

La principale condition pour notre mouvement étant d'avoir un organe vivant et combattif paraissant régulièrement, que tous ceux qui le peuvent, envoient leur souscription à N. Faucher, chèque postal : Paris 1185-55, 72, rue des Prairies, 20^e.

Où sont les lâches ?

Des monteurs en chauffage de la maison Mélini ont fait paraître dans l'« Humanité » du 3 juillet 1928 une protestation indignée, mais stérile envers quelques lâches.

Pour ma part j'ai, moi aussi, travaillé dans cette boîte ; sur le chantier où j'étais, les 9/10^e étaient des bolchevistes. Lorsque je fus embauché, le singe m'avait dit que nous faisons 8 heures ; comme je faisais remarquer que je ne pourrais continuer à travailler pour 3 fr. 75, il me répliqua que l'on commencerait bientôt à faire 9 heures. En arrivant sur le chantier, j'ai pris que tous les ouvriers faisaient 9 heures, la semaine d'après, on en fit même 10 ; le singe prétendant que le travail pressait. Ce qui est sûr, c'est que la mentalité de ces hommes, je disais à Klein (un rouge lui aussi), le compagnon que je servais, puisque le travail presse c'est le moment de réclamer l'augmentation et les 8 heures ; à cet il ne trouva rien de mieux à répondre qu'ainsi le patron serait forcé d'embaucher du personnel ; le travail irait donc plus vite et nous serions plutôt remerciés. Voyant cela je débrayai seul chaque jour une fois mes 8 heures accomplies. Ceci ne m'a pas empêché de continuer à travailler, car je ne me démissionnai pas. Après un concubinage avec le patron, le commis vint me trouver ; je lui déclarai que je ne pouvais ni ne voulais travailler 10 heures et que j'exigeais d'être augmenté ; en réponse il me mit à la porte.

Je constate que ces monteurs en chauffage ont une drôle de façon de poser des revendications.

Les monteurs unitaires semblent oublier que nous autonomes nous leur avons proposé de faire l'unité d'action ; de visiter ensemble les chantiers et faire l'union, bonne propagande ; ce sont pourtant bien eux qui ont refusé. Ensuite je ne vois pas ce qu'ils ont à hurler de la sorte ; leur cas n'est pas si terrible ; il est vrai que la plupart d'entre eux sont habitués à de très longues stages dans les boîtes ; si l'on veut faire de la propagande réelle il faut se décider à courir les chantiers. D'ailleurs autant que je sache aucun d'eux n'avait protesté contre mon renvoi. Quant à eux-mêmes, ils n'ont pas été mis à la porte ; ils n'ont même pas réussi à voir leur patron ; ils n'ont obtenu qu'une conversation téléphonique avec un larbin quelconque qui leur dit de prendre leur compte, et ils s'en sont contentés !

Tout ce que vous ferez de l'action d'une manière aussi réformiste vous n'avez aucun droit de traiter les autres de lâches. Nous avons nous, ouvriers révolutionnaires, des moyens d'action directe pour lutter et tenir les patrons en échec. M. Bochet.

Mais nous voyons aussi que les bolchevistes, ainsi que les autres adhérents d'un gouvernement, se montrent nuls et dignes de pitié en ce qui concerne la solution du problème social par des moyens bureaucratiques.

Ils se précipitent vers le capitalisme et y entraînent toute la Russie, assurant avec hypocrisie à tout le monde que le socialisme n'est pas possible actuellement en Russie à cause des paysans anti-révolutionnaires.

Mensonge ! Les bolchevistes ont perdu la révolution russe, parce qu'ils ont écrasé sciemment et avec ordre les paysans révolutionnaires, qui voulaient la liberté, l'indépendance et l'anarchie.

NESTOR MAKHNO.

TRIBUNE D'AVANT CONGRÈS

Pour un mouvement anarchiste ouvrier

AUX CAMARADES ET AUX GROUPES ANARCHISTES COMMUNISTES DE L'A. F. A.

Lorsque, en novembre 1927, nous apprimes les décisions adoptées par le Congrès de l'U. A. C., nous estimâmes que si les camarades de la nouvelle majorité étaient animés d'un zèle organisateur indéfectible, ils venaient d'accomplir, en dotant l'U. A. C. de statuts, un acte d'une gravité exceptionnelle.

Les statuts étaient, en quelque sorte, la codification de l'anarchisme et nous pensions que nous n'avions plus notre place dans un organisme dont la majorité pouvait brimer la minorité sans que celle-ci eût la possibilité de se défendre pendant les neuf mois suivant chaque congrès, et dont les divers comités administratifs étaient dotés de pouvoirs pareils à ceux accordés aux commissions similaires des partis politiques. En un mot, nous estimâmes que c'était le parti anarchiste qu'on décorait du titre d'Union.

C'est alors que nous rédigeâmes une déclaration dans laquelle nous expliquions les raisons de notre départ de l'U. A. C., déclaration qui se terminait par une invitation à tous les anarchistes-communistes à fonder une organisation basée sur le manifeste adopté par le congrès d'Orléans en 1926.

Nous fîmes paraître un organe *Le Trait d'Union* dans lequel nous publiâmes la déclaration et le manifeste d'Orléans dont, ne l'oublions pas, nous faisons la base de notre A. F. A.

De nombreux camarades et groupes de province nous répondirent en adhérant à l'A. F. A.

LA DEVIATION DU MOUVEMENT

Malheureusement, dans l'A. F. A. vinrent aussi se grouper tous les anciens adversaires de l'U. A. C. — non pas adversaires par raison de tactique, mais parce qu'adversaires de la théorie anarchiste-communiste, parce qu'adversaires de l'ouvrierisme, du syndicalisme, parce que partisans de l'illégalisme, du débrouillage individuel — des individualistes anti-sociaux, anti-révolutionnaires et anti-organisateurs.

Alors que les principes d'organisation de l'A. F. A. devaient être basés sur les théories anarchistes-communistes, on ne tarda pas à voir un courant se manifester, voulant l'abolition de la déclaration d'Orléans.

Sébastien Faure, désirant grouper le plus de monde possible dans notre nouvelle association, voulut concilier l'individualisme et le communisme libertaire, alors que les principes, les méthodes de propagande, d'agitation et d'organisation et les théories sur le problème social sont formellement en opposition.

Sous le prétexte de grouper le plus de camarades qu'il serait possible de le faire, la *Synthèse Anarchiste* allait créer un mouvement qui ne pouvait qu'aboutir au chaos le plus inextricable. L'A. F. A. allait ressembler à une Tour de Babel où seraient réunis un grand nombre de compagnons, mais parlant des langages trop différents pour arriver à s'entendre.

Qu'advient-il si la conception synthétique arrivait à triompher ? Nos groupes deviendraient vite des lieux dans lesquels nous passerions tout notre temps à discuter, à nous disputer, à chicaner sur les mots ; nous occuperions tous nos instants à ergoter : « Quel est le meilleur de l'individualisme ou du communisme libertaire » (choses qui se posaient avant guerre) et pendant ce temps, nous négligerions toute action, toute agitation, toute propagande — besoins cependant si impérieusement nécessaires au moment où toutes les forces d'autorité s'organisent, se renforcent et se préparent à la lutte.

Il faut le dire bien net, la *Synthèse*, aux yeux de beaucoup de camarades, a surtout pour mérite d'être signée Sébastien Faure. Lui-même, pour le faire adopter, s'efforça, en des commentaires un peu spécieux, pris qu'il est à son propre piège, de faire croire qu'il n'y a pas contradiction, mais continuation du manifeste d'Orléans à la *Synthèse*.

J'éprouve pour Sébastien Faure une affection très grande, mais force m'est bien, devant le danger, de m'élever de toute mon énergie contre sa *Synthèse* et de crier aux camarades communistes-libertaires de l'A. F. A.

« CASSE-COU »

Sous le prétexte de tolérance, d'éclectisme, de libéralisme, c'est petit à petit l'abandon des principes communistes-anarchistes que vous allez faire. On ne peut pas concilier les inconciliables.

L'anarchisme-communiste doit être révolutionnaire et ouvrier. Or, l'individualisme traite d'utopie notre théorie de l'émancipation sociale par la révolution, l'individualisme est un ennemi de la « masse ». Nous ne pouvons donc pas nous entendre avec lui dans une même organisation.

IMPORTANT FAIT NOUVEAU

Et voici qu'un fait nouveau vient de se produire qui doit attirer la plus grande attention et la plus minutieuse réflexion de tout militant anarchiste-communiste :

La Commission Administrative de l'U. A. C. R. ayant décidé d'inviter tous les camarades anarchistes-communistes adhérents au manifeste d'Orléans dans le but de reconstituer l'unité anarchiste-communiste, la fédération de la région parisienne convia à une assemblée fédérale tous les groupes ou militants adhérents à la fédération au lendemain du congrès d'Orléans de 1926.

Ayant correspondu avec quelques groupes et camarades de l'A. F. A. et après mon article dans la *Voix Libéraire* en faveur de l'unité, quelques-uns m'ayant prié d'y aller en observateur, j'ai pu voir que l'unité anarchiste-communiste était non seulement souhaitable, mais qu'elle était possible parce qu'unanimité désirée.

Une discussion serrée, mais empreinte de la plus franche camaraderie a fait naître en moi la certitude que tout ce qui a motivé notre sortie de l'U. A. C. au lendemain du Congrès de Paris, que tout cela

serait effacé au congrès d'Amiens — puis que les plus fougueux défenseurs des statuts sont prêts à les abandonner pour réaliser l'unité. PUISQUE, DANS LA RÉGION PARISIENNE NOUS SOMMES ARRIVÉS À NOUS METTRE TOUS D'ACCORD.

Nous sommes arrivés à nous entendre sur une base d'organisation fédérale, sans statuts — et ce, sans arrière-pensée de part et d'autre.

Alors, camarades. Puisque nous avons toujours déclaré que nous étions d'accord sur les principes avec l'U. A. C. R., et que seules des méthodes d'organisation nous séparaient, pourquoi, maintenant que nous revenons tous au manifeste d'Orléans, maintenant que les méthodes organisationnelles qui nous séparaient, ne nous divisent plus, maintenant que sont abolis les statuts, pourquoi resterions-nous divisés ? Pourquoi continuerions-nous à disperser nos efforts, puisque rien ne nous sépare plus ?

Les forces d'autorité (fascisme, bolchevisme, cléricisme) s'organisent solidement ; la réaction s'arme de jour en jour plus fortement ; la répression se fait de plus en plus violente.

Toutes les forces de mensonge sont utilisées pour leur propagande néfaste. Il est temps que nous puissions faire entendre vigoureusement notre parole anarchiste-communiste ; il est temps que nous menions une active propagande pour arracher les ouvriers au bourrage de crânes cléricale, socialiste, démocratique ou bolcheviste.

Seule l'union fraternelle de tous les communistes libertaires pourra donner une vigueur et une intensité suffisantes à notre propagande d'agitation et d'éducation révolutionnaires.

Puisque plus rien ne nous divise de ce qui nous fit nous séparer, puisque l'U. A. C. R. redevient ce qu'elle était avant le congrès de Paris, la place de tous les communistes-libertaires est à l'U. A. C. R. pour constituer un solide mouvement anarchiste ouvrier qui reconquerra sa place dans le mouvement social.

LOUIS LOREAL.

A tous les Camarades

La propagande anarchiste périlleuse.

Nulle à Paris, moribonde en province, si nous n'y prenons garde, la pensée libertaire ne tardera pas à disparaître.

Vanité, jalousie, querelles personnelles, devrions-nous être accessibles à ces faiblesses bourgeoises ?

Le passé anarchiste est vivant, vivace, brillant.

Le passé libertaire est inoubliable. Les précurseurs de l'idéal de liberté, les martyrs de la propagande, tous ceux qui se débattirent au prolétariat, les prophètes du bonheur universel, les anti-anarchistes actuels les défendent-ils avec l'ardeur et l'éloquence nécessaires ?

Le parti — si parti il y a — le parti anarchiste est-il heureusement inspiré en se réfugiant dans l'inaction et l'incompréhension ?

J'étais au dernier Congrès. J'en suis sorti déçu. Revenu à Bordeaux, j'ai écrit mes impressions aux compagnons capables de les analyser avec impartialité.

Depuis de nombreux mois, un accident de travail m'a empêché d'écrire mes petits articles habituels.

Si mes moyens pécuniaires me permettaient d'assister au Congrès d'Amiens, je crierais aux compagnons :

« Casse-cou ! Vous faites fi de la logique, de la raison ! L'anarchie doit être lucidement comprise, clairement interprétée. »

ANTOINE ANTIGNAC.

COMITÉ D'ENTRAÏDE

CAMARADES, N'oubliez pas que « L'ENTRAÏDE » SOUTIEN LES EMPRISONNÉS ! LEURS FAMILLES. FAITES DONC UN PETIT EFFORT POUR REMPLIR SA CAISSE.

Adresser les fonds à Langlassé, trésorier, Bourse Travail, Bureau du S.U.B.).

A nos Lecteurs de la Région Parisienne

De nombreuses réclamations nous parviennent des acheteurs au numéro de la région parisienne qui se plaignent de la difficulté qu'ils ont depuis quelque temps de trouver « Le Libéraire » chez leur dépositaire habituel. Cela provient du mauvais fonctionnement du service de répartition de la maison Hachette.

En conséquence, nous prions nos camarades qui auraient à se plaindre de cet état de choses de nous signaler l'adresse du dépositaire mal desservi, afin que nous prenions les mesures qui s'imposent.

PLUS LOIN

REVUE MENSUELLE (4^e Année)

ABONNEMENT : 10 FRANCS PAR AN

Un numéro spécial de 50 pages, sur KROPOTKINE, est offert à tout nouvel abonné.

LIBRAIRIE CRÉMIEU

11, Rue de Cluny PARIS (3^e)

— Chèques Postaux PARIS 809-96 —

SPÉCIMEN SUR DEMANDE

